



Infos retraités-ées

**Retraité-e-s un jour
Révolté-e-s toujours!!**



POUR FAIRE BIEN PEUR ET SEMER LA PSYCHOSE !

Selon les informations d'Europe 1, le gouvernement s'apprête à envoyer un manuel de survie en cas de conflit armé ou de crise sur le sol français. Ce petit livret d'une vingtaine de pages détaillera les bons gestes à adopter si l'une de ces menaces arrivait. Calqué sur le modèle suédois, il sera envoyé à tous les foyers d'ici à cet été.

(NdA: Il n'est pas précisé le coût de cette nouvelle lubie, au moment même où le Gouvernement prône l'austérité et cherche à faire des économies sur le dos des retraités !)

Face à la multiplication des menaces, le gouvernement français prépare un livret de survie. Selon les informations d'Europe 1, ce "manuel de survie" sera envoyé à l'ensemble des foyers français avant l'été prochain. Le guide détaille tous les "bons gestes à adopter en cas de menace imminente en France", indique une source gouvernementale.

"Se préparer à toute éventualité"

Parmi ces menaces, le conflit armé – le risque d'une attaque russe n'ayant jamais été aussi forte depuis plusieurs décennies –, mais aussi les catastrophes naturelles comme les inondations ou encore une nouvelle épidémie sanitaire.

"L'objectif est de dire aux Français de se préparer à toute éventualité et non pas qu'au conflit armé. La doctrine française étant la dissuasion, il serait contre-productif de se focaliser uniquement sur le conflit armé et de mettre uniquement cela dans la tête des Français", précise un membre du gouvernement.

Trois parties

Composé d'une vingtaine de pages, le guide s'articule en trois parties. Selon les informations, la première est intitulée "Se protéger". Elle entend "sensibiliser la population française à la notion de solidarité", précise une source proche du dossier.

Cette première partie vise à "se protéger soi, mais aussi protéger les personnes autour : la famille, les voisins...", poursuit cette même source. Des conseils pratiques y sont formulés comme disposer des numéros de son entourage.

Sous forme de pictogrammes pour donner un côté un peu plus ludique, cette première partie du livret indique également "le kit de survie" à avoir chez soi en cas de grave crise. Ainsi, il est recommandé d'avoir au moins six litres d'eau en bouteille, de stocker une dizaine de boîtes de conserve, ou encore de disposer de piles et d'une lampe torche en cas de coupure d'électricité.

Côté pharmacie, il est préconisé d'avoir du paracétamol, des compresses, mais aussi un sérum physiologique dans sa salle de bain. "Il s'agit de dire aux Français : 'Soyez prêt à faire face quelques jours en autonomie'", indique une source à l'origine du livret de survie.

"Sensibiliser tout le monde"

La deuxième partie du livret est consacrée aux gestes à adopter en cas de menace imminente. Intitulé "Que faire en cas d'alerte ?", le chapitre rappelle les numéros d'urgence (pompiers, police, Samu...) et indique la marche à suivre selon la typologie de la crise en cours.

Des gestes simples comme fermer toutes les portes du foyer en cas d'accident nucléaire sont retranscrits. Les fréquences radio sont également mentionnées, certaines généralistes ayant pour obligation de donner des instructions le cas échéant.

Enfin, la dernière partie, nommée "Engagez-vous", se veut fédératrice. Elle explique comment s'inscrire dans une réserve, qu'elle soit militaire, numérique ou communale. "C'est la partie civique du livret, l'objectif est de sensibiliser tout le monde, jeunes, cadres et même retraités", indique une source proche du dossier.

Deux propositions de titre

À l'initiative du gouvernement, ce guide de survie en cas de crise majeure est directement inspiré du modèle suédois. "On considère qu'ils ont fait des choses intelligentes. Il était donc logique de partir de cette base", assume un haut-cadre du gouvernement à l'origine du livret.

Pour ce manuel, deux titres sont à l'étude. D'un côté, un titre neutre et pédagogique : "Manuel d'instruction en cas de crise". De l'autre, un titre davantage mobilisateur et fédérateur axé autour de la résilience. Les deux hypothèses ont été soumises au chef de l'État ainsi qu'à François Bayrou.

"Ce document a vocation à assurer la résilience des populations face à tout type de crises, qu'elles soient naturelles, technologiques, cyber ou sécuritaires. Ce projet de document, dont les conditions de diffusion auprès des Français n'ont pas encore été définies, est actuellement en validation auprès du Premier ministre", précise Matignon auprès d'Europe 1.



Les gueuletons à Wauquiez !!

L'ancien président de la Région Auvergne- Rhône-Alpes, aujourd'hui député de Haute-Loire, était de passage à Chaumont le 10 mars, en campagne pour la présidence du parti Les Républicains. Cet élu bien connu pour ses dîners de luxe, facturés à prix d'or, aux frais des contribuables, a déclaré, sans aucune honte, qu'il fallait « revaloriser le travail, supprimer l'assistanat ».

Mais qui est assisté ?

Le 23 juin 2022, il a réuni 97 invités pour un dîner à 120 192€, soit 1 200€ par invité. Outre ce festin, il a dépensé 77 180€ en dîners somptueux en 2022. En 2023, la dépense s'élève à 45 988€. En 2024, un déjeuner avec un conseiller, deux députés et quatre sénateurs, 2 940€, un dîner avec quatre membres du Conseil d'État, un administrateur du Sénat, un chef de projet Paris, 3 600€. Un déjeuner avec deux journalistes de L'Opinion, 1 536€, un déjeuner avec trois journalistes du Figaro, 1 740€, un déjeuner avec un politologue, 558€, avec le PDG de Paris Match et un journaliste 998€ etc... Tous ces repas ont été financés avec de l'argent public.



Factures d'énergie nouvelle explosion des interventions pour impayés en 2024 !!

Pour la quatrième année consécutive, le nombre d'interventions pour des factures d'électricité et de gaz impayées a connu une forte hausse en 2024, a annoncé le 6 mars le médiateur national de l'énergie, Olivier Challan Belval. "Plus de 1,2 million d'interventions pour impayés ont été mises en œuvre, à la demande des fournisseurs, une hausse "préoccupante" de 24% par rapport à 2023". Au

total, 937 000 limitations de puissance d'électricité ont été réalisées en 2024, soit 25% de plus que l'an passé et 309 000 coupures d'électricité ou de gaz. Coupures uniquement interdites durant la trêve hivernale qui se termine le 31 mars. De plus, 85% des foyers interrogés se déclarent « préoccupés » par le montant de leurs factures d'énergie, 75% disent avoir restreint leur chauffage et 30% souffrent du froid dans leur logement. Si on ne fait rien, ce sera pire en 2026 !



**Le travail a plusieurs visages
La CGT a le vôtre !**

